



Dictionnaire biographique des frères prêcheurs

Dominicains des provinces françaises (XIXe-XXe siècles)

Notices biographiques

PIPROT d'ALLEAUME Gabriel-Marie

PIPROT Pierre Louis Henri à l'état civil ; PIPROT ou PIPROT d'ALLEAUME Gabriel-Marie en religion

Augustin Laffay



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/dominicains/860>

ISSN : 2431-8736

Éditeur :

IMM-EHESS - Institut Marcel Mauss, Centre d'études des mouvements sociaux

Référence électronique

Augustin Laffay, « PIPROT d'ALLEAUME Gabriel-Marie », *Dictionnaire biographique des frères prêcheurs* [En ligne], Notices biographiques, P, mis en ligne le 03 mai 2015, consulté le 22 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/dominicains/860>

Ce document a été généré automatiquement le 22 avril 2019.

© CEMS / IMM-EHESS

PIPROT d'ALLEAUME Gabriel-Marie

PIPROT Pierre Louis Henri à l'état civil ; PIPROT ou PIPROT d'ALLEAUME Gabriel-Marie en religion

Augustin Laffay

NOTE DE L'ÉDITEUR

Notice validée le 03/04/2015 et mise en ligne le 03/05/2015.

- Vestition pour la Province de Toulouse : 23 septembre 1927 à Saint-Maximin
- Profession simple : 25 septembre 1928 à Saint-Maximin
- Profession solennelle : 11 février 1933 au couvent Saint-Romain de Toulouse
- Ordination sacerdotale : 29 juin 1934 à Toulouse
- Transfiliation dans la Province de France : 16 septembre 1950

- 1 Pierre Piprot naît à Paris, dans le XVI^e arrondissement, le 15 janvier 1910, de Gaston et Gabrielle Piprot. Dans les années 1940, il adopte, comme son frère Gérard, le nom d'usage Piprot d'Alleaume, sans demander la modification de son état civil ni laisser une justification de ce choix patronymique. Il est baptisé le surlendemain de sa naissance à Notre-Dame d'Auteuil. Trois autres enfants naissent dans ce foyer bourgeois de la rue Michel-Ange : Gérard, Geneviève (Madame Mockers) et une fille qui, sous le nom de sœur Marie-Jeanne d'Arc de Jésus, mène la vie monastique dominicaine à Chinon.
- 2 Pierre Piprot entre au noviciat de Saint-Maximin à dix-sept ans et reçoit le nom de frère Gabriel-Marie. Rien n'explique le choix de la province la plus méridionale de France. Ce parisien supporte d'ailleurs difficilement le climat méditerranéen. En 1927, Hyacinthe Lacomme règne sans partage sur le noviciat simple et le noviciat profès. Ancien missionnaire au Brésil, très attaché à la dimension monastique de la vie dominicaine, le maître des novices, qui est aussi sous-prieur du couvent, impose un régime austère. Le couvent provençal se relève lentement des grandes divisions internes et de la crise de

l'Action française qui ont entraîné, par décisions expresses de Pie XI, le transfert des Éditions du Cerf à Juvisy et l'exil du régent Thomas Pègues pour l'Italie.

- 3 Le frère Gabriel-Marie est engagé dans le cycle des études canoniques en 1928. La première année de philosophie, il suit toutes les leçons et passe les examens ; les deuxième et troisième années, il suit les leçons sans pouvoir passer les examens. Sa santé est jugée délicate. Il n'est pas le seul dans ce cas : Rosaire Gagnebet, du même noviciat, souffre des mêmes maux. L'ascétisme saint-maximinois oblige à la personnalisation des parcours d'étude pour ceux qui ne peuvent suivre le rythme imposé. Gabriel-Marie est envoyé au couvent de Toulouse pour étudier à l'Institut catholique. C'est donc au couvent Saint-Romain de Toulouse qu'il fait profession solennelle le 11 février 1933. Il est ordonné prêtre dans la cathédrale Saint-Étienne par l'archevêque, Mgr Jules-Géraud Saliège, le 29 juin 1934.
- 4 En 1936, il est titulaire d'une licence en théologie de l'Institut catholique obtenue avec la mention (médiocre) « cum laude ». Dans la foulée de ses premières études, il est malgré tout encouragé par le père Cavallera, professeur à l'Institut catholique et le provincial Marie-Étienne Vayssière à consacrer une thèse à des auteurs de théologie mystique du XVII^e siècle. Piprot hésite entre deux sujets : la conception de l'oraison mentale développée par un chartreux de Miraflores (près de Burgos), Antoine Molina ; un des auteurs spirituels dominicains du Grand siècle nés dans la réforme de Sébastien Michaelis. Une abondante correspondance échangée avec Marie-Thérèse Porte, sœur Diane du Christ, ancienne élève de l'École des chartes entrée sur le tard au monastère de Dax, l'amène à préciser son point de vue : il est intéressé par l'aspect « humain-spirituel » des débats spirituels de l'époque moderne.
- 5 Le 15 octobre 1938, Gabriel-Marie Piprot est assigné par le provincial Vayssière à la Sainte-Baume (Var), sanctuaire confié au XIII^e siècle aux dominicains pour rappeler la vie pénitente de Marie-Madeleine en Provence. Des séjours prolongés à l'hôtellerie située en contrebas de la grotte ont montré l'aptitude du jeune religieux à vivre dans ce lieu austère, isolé et pourtant très visité par pèlerins et touristes. Son intérêt pour les questions de spiritualité fait de lui un directeur rêvé pour la maison de retraites de la Sainte-Baume fondée quelques années plus tôt par Marie-Étienne Vayssière. Sans bibliothèque et avec de nombreuses sollicitations apostoliques, il n'est cependant plus question de thèse.
- 6 Mobilisé à l'automne 1939, Piprot est rendu à la vie civile au bout de quelques semaines. En septembre 1940, il est à la fois aumônier des sœurs de Béthanie et curé du Plan-d'Aups. Cette responsabilité auprès des dominicaines le conduit à passer de la « mystique théorique », à la « thérapeutique psychologique » note Étienne Lajeunie, son compagnon de guerre à la Sainte-Baume. En mai 1941, Piprot est encore nommé supérieur de la maison de la Sainte-Baume et directeur de l'hôtellerie. Des bâtiments imposants permettent de loger plus d'une centaine de pèlerins ou de retraitants. Une communauté de sœurs dominicaines de la congrégation de Notre-Dame du Très-Saint-Rosaire de Monteils assure la gestion matérielle des lieux sous l'autorité de la mère Xavier Rousset. Stimulé par Étienne Lajeunie, Piprot tente de répondre aux besoins de l'heure en renouvelant les méthodes du centre spirituel. Il reprend les méthodes utilisées à Paris par les Amis de Sept. Deux groupes de professionnels sont constitués : l'un de banquiers, l'autre d'avocats et de magistrats. Les membres de chaque groupe sont invités à réfléchir à leur métier en vue d'une amélioration morale personnelle et structurelle. La même méthode est appliquée à des groupes de jeunes : chantiers de jeunesse, élèves de l'école

militaire de Saint-Cyr transférée à Aix, scouts, guides... Pour marquer l'importance de cet apostolat auprès de la jeunesse, un triduum annuel est organisé pour les jeunes à l'occasion de la fête de sainte Marie-Madeleine, le 22 juillet. Dans la paroisse du Plan-d'Aups, Piprot essaie aussi de susciter des discussions et de résorber les antipathies villageoises. Il organise ainsi en 1940 ou 1941 une rencontre sur les causes militaires de la défaite. Fort du succès obtenu, il crée une chorale d'hommes qui groupe, un temps, les adversaires politiques d'hier.

- 7 Dès 1940, le couvent de Marseille adopte de manière quasi unanime une attitude de résistance chrétienne au nazisme et à la politique raciale de l'État français. Joseph-Marie Perrin constitue, l'été qui suit la défaite, un réseau de diffusion de *La Voix du Vatican*. Ce réseau distribue à partir de 1941 les *Cahiers du témoignage chrétien*. Les pères Boulogne et de Parseval aident réfugiés politiques allemands et juifs étrangers ou français à rejoindre la frontière espagnole. Au couvent de Saint-Maximin, Raymond-Léopold Bruckberger – entre autres – relaie ces efforts. En 1942, Paul Aune fonde dans l'arrière-pays aixois l'œuvre de L'Étape pour la réinsertion d'anciens prisonniers de droit commun. La petite communauté religieuse de la Sainte-Baume s'inscrit dans ce mouvement de désobéissance civile et de résistance à l'occupant. Le frère Valentin Barioulet ravitaille à partir de 1942 le maquis abrité dans le massif varois.
- 8 En 1941, Gabriel-Marie Piprot fonde à la Sainte-Baume une école hôtelière. Au témoignage d'Étienne Lajeunie, témoin de cette création, la seule raison d'être de cette école est l'accueil, au sein d'un public plus large, d'orphelines juives d'origine française ou étrangère qu'il fallait cacher à tout prix. L'unique liste des enfants retrouvée dans les archives, dactylographiée après la Libération, fait mention de douze jeunes filles nées entre 1924 et 1927 et arrivées à la Sainte-Baume en 1943. Leurs parcours sont très différents : certaines (Polonaises, Hongroises ou Allemandes) sont arrivées en France avant l'invasion allemande grâce à la baronne de Rothschild ; les Amitiés chrétiennes, l'OSE (Œuvre de secours pour les enfants) et ses maisons d'accueil pour enfants israélites ont servi d'étape jusqu'à l'école hôtelière pour plusieurs ; d'autres jeunes filles ont fui des camps de détention ou se sont évadées de l'hôpital. Une seule, de nationalité française, dispose de papiers d'identité. Toutes mentionnent que leurs parents ont été déportés à l'exception d'une jeune fille dont le père se trouve à Shanghai. Qui a dirigé ces adolescentes vers la Sainte-Baume ? Germaine Ribière, jéciste et résistante de la première heure, a pu jouer un rôle important. Au début d'avril 1943, l'école compte une soixantaine d'élèves ; en octobre de cette même année, une note comptable mentionne l'achat de vêtements et de lingerie pour dix-sept jeunes filles réfugiées. Pour la population locale, ces jeunes filles non-francophones sont des « Alsaciennes » déplacées en raison de la guerre. Malgré une présence allemande importante autour de l'hôtellerie, le silence est gardé sur l'origine des élèves. La mère Xavier tient un rôle de premier plan dans cette œuvre de sauvetage, aidée par deux laïques françaises, véritables cadres éducatifs de l'école : Renée Folco et Jeanne Grimauld. Militantes d'action catholique à Toulon avant la guerre, ces deux jeunes femmes s'engagent dès 1940 dans le groupe qui donne naissance au réseau de résistance F2. Dans une lettre adressée à Germaine Ribière le 9 juin 1944, Piprot définit l'esprit de l'institution : « L'école est pour ainsi dire « laïque » en ce sens qu'aucun exercice religieux ni causerie religieuse ne sont inclus dans le programme. De plus, il est expressément signifié que chaque élève doit rigoureusement suivre sa conscience et tout est loyalement et scrupuleusement mis en œuvre pour qu'il en soit ainsi. [...] Il est évident que les cadres de l'école cherchent à vivre une vie de plus en plus

chrétienne, dans le vrai sens du mot et que ce spectacle influence la jeunesse qui nous entoure. Cela est un mal auquel il m'est difficile de remédier... »

- 9 À la Libération, l'école hôtelière se trouve confrontée à un double front. Germaine Ribière, relais essentiel pour le financement, se fait l'écho des inquiétudes du consistoire lyonnais quand le bruit court que dix baptêmes doivent être célébrés à la Pentecôte 1944. Par ailleurs, le provincial Étienne Dupuy décide la fermeture de l'école, non pas, semble-t-il, à cause de la présence de jeunes juives mais en raison de la dimension trop personnelle de ce ministère et, sans doute, des difficultés matérielles de l'œuvre. L'école est officiellement fermée le 1^{er} octobre 1944. Gabriel-Marie Piprot est assigné au couvent de Marseille le 24 octobre 1944 et, avec l'accord du prieur, Pierre de Parseval, il loge temporairement les douze dernières jeunes filles juives dans la métropole phocéenne, boulevard de Louvain.
- 10 Aumônier FFI du canton de Saint-Maximin durant l'été 1944, Piprot est autorisé en tant que tel à voyager à Paris pour y rencontrer l'aumônier général. Il en profite pour présenter à Maurice Schumann la situation des orphelines et obtenir d'un responsable parisien de la Fédération des déportés politiques, M. Fritsch, la possibilité d'occuper le domaine de Pierrefeu, réquisitionné par le Comité départemental de Libération des Bouches-du-Rhône. Le projet prend forme d'une maison de repos pour les enfants des déportés politiques. Renée Folco et Jeanne Grimauld en assureraient la direction et les « Alsaciennes » de la Sainte-Baume fourniraient le personnel. Le financement serait assuré par le COSOR (Comité des œuvres sociales de la Résistance), dirigé par le père Chaillet. Une œuvre masculine serait créée parallèlement à Aix. L'expérience échoue définitivement en juillet 1945 et la réinsertion des jeunes filles échappe au père Piprot. Des lettres qu'on lui adresse douze ans plus tard, attestent que le groupe des rescapées lui est resté fidèle, ainsi qu'à mère Xavier et aux « tantes » Renée Folco et Jeanne Grimauld. Six jeunes filles, au moins, émigrent ; plusieurs semblent poursuivre une vie chrétienne, l'une d'entre elles rejoint Israël.
- 11 À partir du mois de mai 1945, Gabriel-Marie Piprot souffre de dépression. Il demande à se reposer trois mois à Paris et s'en trouve bien. À l'occasion de ce séjour, il côtoie Jean Courtois, fondateur de l'œuvre Sainte-Marie-Madeleine à La Ferté-Vidame, un centre de réadaptation pour des femmes sorties de prison. C'est une révélation. En novembre 1945, sa décision est prise : il écrit au provincial de Toulouse pour demander de vivre à Paris (certificat médical à l'appui) et de se lancer dans l'apostolat des « bagnes d'hommes ». Il veut étudier la criminologie et la psychologie des délinquants condamnés à de longues peines dans une perspective de réinsertion sociale. La demande est acceptée. Avec l'approbation du maître de l'Ordre, en janvier 1946, il est assigné au couvent parisien de l'Annonciation. Guidé par Jean Courtois, il découvre l'administration pénitentiaire. Son affabilité, son sens de l'écoute lui valent la confiance de responsables politiques et administratifs. Dès le mois de mars 1946, il demande à être dispensé du port de l'habit ecclésiastique pour les besoins d'une enquête dans la prison de Rennes. La permission est accordée à Antonin Motte. Piprot apparaît dorénavant à ses interlocuteurs en costume civil, sans faire mention de son caractère ecclésiastique. L'expérience rennaise est un succès. Le 2 juillet 1946, le directeur général de l'administration pénitentiaire, M. Amor, réunit au ministère une commission de réforme dans laquelle Piprot joue un rôle clef. Cette commission vise à préparer une réforme générale du code pénal français : la prison doit moins être le lieu d'une expiation que celui d'une guérison du prisonnier, pour le bien de la société. Piprot soutient fortement l'installation de la psychiatrie dans le

processus pénal. Quelques semaines après cette réunion, il reçoit un ordre de mission signé du directeur de cabinet du garde des Sceaux. Nommé « secrétaire de la commission chargée de l'étude du dépistage des anormaux dans les établissements pénitentiaires », il doit prendre connaissance des systèmes carcéraux européens en visitant administrations et prisons suisse, allemandes et autrichiennes.

- 12 Le 16 juillet 1947, Gabriel-Marie Piprot écrit au provincial de la Province de France pour rendre compte de son état de santé et de son apostolat, après un an d'assignation à Paris. Les résultats ont dépassé les espérances et, en accord avec Marie-Joseph Nicolas, provincial de Toulouse, il sollicite une transfiliation dans la Province de France. « L'apostolat des prisons » lui a révélé l'importance d'un double champ d'action : la criminologie d'une part et la défense sociale d'autre part. En novembre 1947, Piprot figure en effet parmi la poignée des premiers adeptes de l'École de la défense sociale et participe à son premier congrès international à San Remo (Italie). Dans le cadre de la reconstruction d'un ordre international, le propos consiste à lutter contre la criminalité en s'inspirant des résultats des sciences de l'homme pour repenser les fondements des rapports de la personne humaine et de la société. L'Église est absente de ces débats ; Piprot entend apporter une contribution chrétienne au débat. Un des fondateurs de cette école, le juriste italien Filippo Gramatica, lui confie l'organisation du deuxième congrès international. Ce congrès se réunit à Liège en octobre 1949. À son issue, Piprot suggère la création d'une Société internationale de défense sociale. Il en assure immédiatement le secrétariat général. Le comité exécutif est composé notamment de Marc Ancel, conseiller à la cour d'appel de Paris et directeur de la *Revue de science criminelle*, de Jean Graven, président de la cour de cassation de Genève et directeur de la *Revue de criminologie*, de Stephan Hurwitz, professeur à l'université de Copenhague et de Léon Radzinowiz, professeur à l'université de Cambridge. Piprot organise pour le compte de la société le III^e congrès international de défense sociale à Saint-Marin (septembre 1951) et Caracas (1952) sur le thème de l'individualisation de la sentence et de l'exécution de peines. C'est un succès qui vaut à la société une reconnaissance de la part des Nations Unies en 1954.
- 13 Parallèlement à ces travaux, Piprot est sollicité en 1948 par le professeur Henri Donnedieu de Vabres, pénaliste renommé et juge français au tribunal international de Nuremberg. Il organise à Paris en 1950 le II^e congrès international de criminologie. Pendant plus de deux ans, il lui faut voyager en Europe et Outre-Atlantique pour prendre contact avec les universités, les pouvoirs publics et solliciter des contributions scientifiques. Il s'assure la collaboration efficace et totale de l'avocate juive Lucienne Scheid, collaboratrice de l'Union générale des israélites de France pendant la guerre mais réintégrée par le barreau à la Libération. La Sorbonne offre des locaux assez vastes pour accueillir plusieurs centaines de participants représentant 52 pays. L'approche du congrès est pluridisciplinaire. S'y confrontent psychiatres, psychologues, psychanalystes, sociologues et juristes. Des actes en six tomes sont publiés en trois langues par les Presses universitaires de France. Dès la fin du congrès de Paris, en 1950, l'organisation mise en œuvre par Piprot est contestée par certains participants américains, en particulier le criminologue Paul W. Tappan. Une guerre d'usure oppose scientifiques anglo-saxons et latins pour le contrôle de la société internationale. En 1954, après avoir publié les actes du congrès, Piprot jette l'éponge et se retire de la Société. Des problèmes de santé l'affectent, peut-être liés à cette mise en cause. Une opération le prive d'un rein.
- 14 Conjointement à son œuvre dans les congrès et sociétés internationales, Gabriel-Marie Piprot met à profit son réseau dans le domaine des sciences sociales et de la psychiatrie

pour fonder, sous forme d'association, un centre de recherches en anthropologie et relations sociales. En 1951, avec les encouragements d'Emmanuel Suarez, maître de l'Ordre et de son provincial, Albert-Marie Avril, Piprot inaugure l'Institut d'études des relations humaines (IERH) dont il assume le secrétariat général, assisté par Lucienne Scheid. La présidence revient à un universitaire, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, Paul Gaultier. Le comité de patronage est prestigieux : Marc Ancel, Gaston Bachelard, Louis de Broglie, Jean Delay, Pierre Grassé, Lucien Febvre, Angelo Hesnard, André Leroi-Gourhan, Le Corbusier, René Leriche, Jean Piveteau, Gaston Berger... Les personnalités ecclésiastiques en sont absentes. Une fondation américaine procure au père Piprot les moyens matériels de développer son œuvre : l'Aquinas Fund achète un appartement de cinq pièces 34 avenue des Champs-Élysées, lui fournit un traitement, un secrétariat et finance bourses d'étude, bibliothèque et colloques. Jean Piveteau, Émile Benvéniste, Gaston Berger, Henri Vallois, André Leroi-Gourhan, Jean Piaget figurent au nombre des intervenants de colloques organisés à la Sorbonne ou dans l'hôtel des Sociétés savantes, rue Serpente. Lucienne Scheid, Anne Ancelin-Schützenberger, Pierre Grapin obtiennent des bourses d'étude. Dans l'anonymat religieux qu'il a choisi, Piprot multiplie contacts et expériences destinées à renouveler la compréhension de la relation pour construire un monde plus humain. Au sein de sa communauté, il rencontre compréhension et soutien des pères Courtois, Festugière, Lajeunie, de Rudder mais suscite la réserve du père Forestier. Dans une lettre adressée au nonce Marella en 1958, Piprot insiste pourtant sur la dimension ecclésiale de son œuvre : il veut être présent là où aucun prêtre ne l'est.

Gabriel-Marie Piprot d'Alleaume dans les années cinquante



Archives dominicaines de la Province de Toulouse/Tangi Cavalin, Nathalie Viet-Depaule (dir.), *Dictionnaire biographique des frères prêcheurs* en ligne.

- 15 Délaissé par son mécène américain dès 1954, il est peu à peu dessaisi du gouvernement de l'IERH par des membres de l'association. Pour faire face à cette nouvelle épreuve, il crée en mai 1958 une nouvelle œuvre avec Lucienne Scheid et Pierre Grapin : l'Inter-club de Paris. Cette association, sans but lucratif ou professionnel, se propose de favoriser les relations humaines et de « souligner les idées et les faits humanisants ». Au cours des réunions dans des restaurants, on discute de problèmes d'actualité, d'expériences vécues dans tel ou tel milieu, de sujets d'ethnologie, de psychologie, d'histoire, de voyages... Par ailleurs, Piprot soutient l'œuvre du « Nid basque », un institut médico-pédagogique féminin créé à Anglet par une religieuse de l'Union Saint-Dominique (Mortefontaine).
- 16 En 1963, le père Piprot rejoint Jean Courtois à l'Institution Sainte-Marie-Madeleine de La Ferté-Vidame pour la semaine sainte. Indisposé, il se couche après avoir célébré la messe le jour de Pâques. Le lundi, on le trouve mort dans son lit, frappé durant la nuit par une hémorragie cérébrale. Il est inhumé à La Ferté-Vidame le jeudi 18 avril, en présence d'une douzaine de dominicains dont André Jean Festugière, venu exprès de Suisse.

BIBLIOGRAPHIE

Archives de la Province de Toulouse. — Archives de la Province de France. — Sylvie Bernay, *L'Église de France face à la persécution des juifs. 1940-1944*, Paris, CNRS Éditions, 2012. — Patrick Cabanel, *Histoire des Justes de France*, Paris, Armand Colin, 2012. — Augustin Laffay, « Une attitude chrétienne face à l'antisémitisme : les dominicains à Marseille durant la deuxième guerre mondiale », *Mémoire dominicaine*, 21, 2007. — Didier Nebot, *Et les enfants furent sauvés... Les jeunes juives de la Sainte-Baume*, préface du P. Patrick Desbois, Paris, Éd. Pascal, 2008. — Léon Ramlot, « Les Alsaciennes de la Sainte-Baume », *La Croix*, 9 avril 1992. — *Ut sint Unum*, 171, 15 mai 1963. — Limore Yagil, *La France terre de refuge et de désobéissance civile (1936-1944). Exemple du sauvetage des Juifs*, t. 3, « Histoire », Paris, Les Éditions du Cerf, 2011. — *Histoires de vie et choix théoriques en sciences sociales. Parcours de femmes*, « Changement social n° 10 », présenté par Claude Zaidman et coordonné par France Aubert, Paris, L'Harmattan, 2006. — Sabine Zeitoun, *Histoire de l'OSE. De la Russie tsariste à l'Occupation en France (1912-1944). L'Œuvre de secours aux enfants du légalisme à la Résistance*, préface de Serge Klarsfeld, « Chemins de la mémoire », Paris, L'Harmattan, 2012 (2^e édition revue et augmentée).

ANNEXES

Jean Dublineau, Pierre Grapin et Pierre Piprot d'Alleaume, « Objets, buts et sujets de l'observation », dans Marc Ancel et de Jean-Baptiste Herzog (dir.), *L'individualisation des mesures prises à l'égard du délinquant*, Paris, Éd. Cujas, 1954.

RÉSUMÉS

Né le 15 janvier 1910 à Paris (XVI^e arr.) mort le 15 avril 1963 à La Ferté-Vidame (Eure-et-Loir).
 Supérieur de la maison de la Sainte-Baume (1941-1944), secrétaire général de la Société internationale de défense sociale (1949-1954), fondateur et secrétaire général de l'Institut d'études des relations humaines (1951-1958), fondateur et secrétaire général de l'Inter-club de Paris (1958-1963), organisateur de congrès internationaux de criminologie et de défense sociale (Liège 1949, Paris 1950, Saint-Marin 1951, Caracas 1952).

INDEX

personnecitee Lacomme Hyacinthe, Pègues Thomas, Gagnebet Rosaire, Vayssière Marie-Étienne, Perrin Joseph-Marie, Boulogne Damien, Parseval Réginald de, Bruckberger Raymond-Léopold, Aune Paul, Barioulet Valentin, Dupuy Étienne, Courtois Jean, Motte Antonin, Nicolas Marie-Joseph, Suarez Emmanuel, Avril Albert-Marie, Festugière André Jean, Rudder Jourdain de, Forestier Marcel-Denys, Lajeunie Étienne

Thèmes : Les Éditions du Cerf, L'Étape, Sœurs dominicaines de Béthanie, Sœurs dominicaines de Monteils, aumôniers militaires, Union romaine Saint-Dominique, aumôniers et visiteurs des prisons, relations avec le judaïsme, engagement partisan en temps de guerre

Index géographique : Province de Toulouse, Province de France, Saint-Maximin, Juvisy, Toulouse – Saint-Romain, Sainte-Baume, Marseille – Saint-Lazare, Paris – Saint-Sacrement/Annonciation